

Communication et organisation

47 | 2015 Recherches émergentes en communication des organisations

La communication des organisations entre questions d'influence et questions d'autonomie. L'actualité des notions d'engagement, d'émergence et d'institution

The organizations communication between questions of influence and questions of autonomy. The topicality of the notions of commitment, emergence and institution

Françoise Bernard



Édition électronique

URL: http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4909

DOI: 10.4000/communicationorganisation.4909

ISSN: 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication: 1 juin 2015

Pagination: 85-95 ISSN: 1168-5549

Référence électronique

Françoise Bernard, « La communication des organisations entre questions d'influence et questions d'autonomie. L'actualité des notions d'engagement, d'émergence et d'institution », *Communication et organisation* [En ligne], 47 | 2015, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/communicationorganisation/4909 ; DOI : https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.4909

© Presses universitaires de Bordeaux

La communication des organisations entre questions d'influence et questions d'autonomie. L'actualité des notions d'engagement, d'émergence et d'institution

Françoise Bernard¹

Pour les formes organisationnelles tout comme pour les autres formes sociales et culturelles, l'air du temps peut être saisi en étant attentif aux occurrences notionnelles. Certaines notions, à un moment situé, semblent être présentes sur plusieurs scènes et écrans, dans de multiples déclarations et différents écrits. L'air du temps est plus qu'un parfum passager, il peut aussi nous guider dans l'archipel des manières de penser et d'agir à une période historique donnée. Les chercheurs en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) le savent bien. Ils observent ainsi fréquemment que les travaux en communication des organisations peuvent être périodicisés autour d'une chaîne de notions à un moment donné qui rend compte de l'actualité des questions que se posent les acteurs, praticiens et théoriciens, et des réponses qu'ils tentent d'y apporter.

Ainsi, trouvons-nous dans la littérature consacrée à la gouvernance et la communication des organisations depuis un certain nombre d'années, une défense et illustration renforcées des notions d'autonomie et d'engagement. Notre projet est de montrer que ces notions, en circulant entre des sphères managériales, de consultance, des sphères médiatiques et des sphères académiques de recherche, soulèvent des questions fortes que nous allons essayer d'identifier. Ces notions renvoient également à des présupposés plus

¹ Françoise Bernard est Professeure de Sciences de l'Information et de la Communication à l'EJCAM (Aix-Marseille Université). Elle dirige l'Institut de Recherche en Sciences de l'Information et de la Communication. Spécialiste de la communication des organisations et des institutions, elle est l'auteure de nombreuses publications consacrées aux problématiques et pratiques concernant les mutations socioculturelles et organisationnelles et le changement en actes étudiés dans une perspective diachronique et synchronique. Elle contribue également à développer le pluralisme méthodologique et théorique en SIC en montrant la pertinence de la méthode expérimentale et les apports de la psychologie sociale ; ses travaux sont aussi consacrés à des enjeux de société cruciaux : santé et environnement. Présidente puis Présidente d'honneur de la SFSIC ; après avoir été Vice-présidente, elle est Présidente de la section 71 du Conseil National des Universités .

ou moins latents structurant et orientant les cognitions, les décisions et les actions.

L'autonomie : une perspective instituée et consensuelle doublée de questions de recherche

L'autonomie est une notion qui continue à faire florès dans la sphère professionnelle, mais également dans la sphère publique et la sphère privée. Nous aspirons à l'autonomie en tant qu'individu et nous recevons de nombreuses sollicitations et injonctions à nous montrer autonomes et ... responsables² en toute situation. L'autonomie est aussi enseignée comme un savoir être dans les universités et comme compétence souvent associée à la formation à la conduite de projet par exemple. L'autonomie fait norme comportementale. Cette notion est en effet largement naturalisée dans de nombreuses organisations et institutions mais aussi dans les situations de la vie ordinaire; elle fait en quelque sorte évidence et ce point retient tout particulièrement notre attention. Elle est intégrée aux « bonnes pratiques » et aux « codes de conduite » dominants. L'élève et l'étudiant sont invités à faire preuve d'autonomie, l'enfant, l'adulte dans ses rôles de salarié, de citoyen et de consommateur le sont également. Une notion largement adoptée et naturalisée a souvent une généalogie riche. Cette hypothèse est confirmée pour la notion d'autonomie.

Parmi les filiations de la notion d'autonomie, nous pouvons du point de vue d'une hétérogenèse conceptuelle, identifier trois voies qui sont associées à des auteurs distincts pour leurs propositions paradigmatiques mais qui présentent entre elles certaines continuités et discontinuités.

La première voie nous conduit aux travaux de Varela (1989) et Dupuy dans la continuité de la deuxième cybernétique et des théories de l'autoorganisation (vs commande et programmation externe) et de l'autopoïesis; elle se poursuit avec la proposition d'Edgar Morin portant sur les processus d'auto-éco-organisation. Cette filiation renvoie à des travaux théoriques qui ont été renouvelés et approfondis dans les années 80 reliant auto-organisation et autonomie. Les débats interdisciplinaires alors très riches (Dumouchel & Dupuy, 1983) montraient que les acceptions et les questions sont nombreuses. L'autonomie du social renvoie à l'idée que le système des actions interdépendantes s'autonomise par rapport aux individus, processus que ceux-ci peuvent connaître ou au contraire ignorer. Dans ce cas, le système des actions, c'est-à-dire le social, devient hétéronome et surplombant vis-à-vis des sujets qui le constituent. D'autres auteurs soulignent qu'en fait l'autonomie n'a pas lieu et que les individus peuvent reprendre la main, autrement dit la société n'est pas autonome, seuls les individus le seraient (cf. Dumouchel, 1983, 354-358). Une autre idée intéressante porte sur la question de l'autonomie

² Nous avons choisi de laisser de côté la notion de responsabilité que nous avons étudiée dans d'autres publications (Bernard, 2015).

comme système opérationnellement clos vs les conditions d'une autonomie qui pourrait engendrer malgré tout de la réflexivité et de l'ouverture. La tension entre processus, de clôture d'une part et d'ouverture d'autre part, est permanente et vive, y compris lorsque les organisations assument et revendiquent certaines caractéristiques, par exemple celles « d'organisation apprenante », de « système complexe et ouvert », de « réseau ».

La deuxième voie, dans la continuité de la première, mobilise les travaux de Cornelius Castoriadis consacrés à l'autonomie du social (vs hétéronomie). L'apport de cet auteur est majeur et original, notamment parce qu'il fait un pont entre, d'une part, l'auto-institution, dans l'acception que toute institution étant créée par l'humain, elle ne saurait être surplombante, et, d'autre part, la question du sujet et des conditions de son autonomie. Plus radicalement, cet auteur défend un point de vue sur les mutations des formes sociales avec l'idée que toute forme instituée est aussi une forme auto instituée. Selon lui, les acteurs-sujets sont en capacité à tout moment de reprendre l'initiative, d'agir et de réorienter ce qui doit l'être, à une condition essentielle qui est d'effectuer parallèlement une démarche de clarification psychologique, avec le recours à une cure freudienne notamment, permettant de construire un Moi autonome (non égotique, non pulsionnel, non asservi au surmoi). Le débat est important car l'économisme ambiant contemporain, porté par de nombreux médias et décideurs économiques et politiques, est fondé sur l'idée paradoxale que les lois économiques seraient surplombantes et s'imposeraient d'elles-mêmes à tous. Cette idée est en effet paradoxale, le point de vue libéral promeut l'autonomie des acteurs et des décisions et en même temps, selon un effet de retournement, l'autonomie est transmuée en hétéronomie. Or, en s'inscrivant dans la perspective de l'autonomie du social³, il n'y a pas de loi qui serait transcendante, mais une scène où se déploient des stratégies contradictoires entre, d'une part, des forces organisées et autoorganisées favorables à des formes de régulation étatique ou multiétatique⁴ et, d'autre part, d'autres forces favorables à une dérégulation poussée mais qui convergent avec les intérêts de firmes mondialisées et d'entités financières, les unes et les autres émanant de structures et groupes sociaux qui n'ont pas les mêmes intérêts, ni les mêmes valeurs. Par ailleurs le sujet social qui est le mieux en adéquation avec l'économisme est un sujet qui investit sa libido dans le modèle productiviste-consumériste et dans l'imaginaire d'un homo oeconomicus désormais planétairement connecté. Castoriadis en proposant la notion d'imaginaire socio-historique enrichit la pensée de l'autonomie d'une réflexion peu présente chez les autres auteurs de l'autonomie. Il apporte également une contribution à l'analyse de la bifurcation historique à laquelle sont confrontées les sociétés contemporaines lorsque cet auteur

^{3 «} Je dirai qu'une société est autonome non seulement si elle sait qu'elle fait ses lois, mais si elle est en mesure de les remettre explicitement en cause » (Castoriadis, 1996,195).

⁴ Sur ces questions de la régulation, dérégulation, cf. notamment Morin (2010).

argumente en faveur des thèmes de l'écologie et d'une autolimitation comme comportement et valeur instituantes (vs gaspillage et « rationalité illimitée »). Sur le terrain des organisations, les procédures associées à l'imaginaire de la « rationalité illimitée » n'ont cessé de se multiplier au cœur même des activités communicationnelles des organisations, touchant les sphères de la subjectivité et de l'intersubjectivité (cf. Heller, Huët, Vidaillet, 2013). La promotion des liens faibles qui accompagne les formes en réseau est doublée d'une mise en stéréotypie des liens qui peut être étudiée à partir des procédures et systèmes de signes et de chiffres qualifiant ces nouveaux liens sur les réseaux sociaux par exemple : « liker », scorage de « followers » et d'amis, etc.

La troisième voie renvoie aux problématiques du contrôle transmué en autocontrôle. La question du contrôle est récurrente et transversale pour la compréhension des organisations, des cultures et comportements organisationnels, au point d'être consubstantive à la définition même d'organisation. L'autocontrôle accompagne aisément la perspective euphémisée de l'exercice du pouvoir, celle de la gouvernance. Les analystes soulignent des évolutions organisationnelles vers une domination douce (Courpasson, 2000)⁵ qui croisent d'autres analyses produites par des auteurs éloignés du champ organisationnel. De ce point de vue, Michel Foucault6 est un auteur important, en particulier lorsqu'il conceptualise et étudie la gouvernementalité et ses contestations. Foucault étudie la « gouvernementalité » telle qu'elle a été pratiquée historiquement autour de la « raison d'Etat » (720-721). Puis il examine la réflexion proposée par le libéralisme en soulignant qu'elle partirait de la société « qui se trouve dans un rapport complexe d'extériorité et d'intériorité vis-à-vis de l'Etat » (820) et du principe « on gouverne toujours trop ». Le « plan d'analyse » qu'il propose le conduit à considérer que le libéralisme serait « une forme de réflexion critique sur la pratique gouvernementale » (822). On peut se demander si Foucault ne minimise pas l'importance des questions de l'économisme et du marché qui n'auraient, selon lui, qu'une valeur de test pour la pensée libérale. Or, ces questions sont devenues dominantes au sein du courant de pensée libéral, et au-delà, hégémoniques dans un monde globalisé, au point de réorienter les formes de gouvernementalité qui peuvent être qualifiées elles aussi d'« économistes ». En forçant le trait, les gouvernements étatiques adoptent désormais les modèles proposés par la seule institution inventée par le capitalisme, l'entreprise, et gèrent les Etats comme des entreprises qui elles-mêmes dépendent de plus en plus de logiques strictement financières. Cet auteur, très stimulant pour les questions que nous traitons, porte son intérêt, dans d'autres travaux, sur ce qu'il nomme les « techniques de soi » : « le gouvernement de soi par soi

⁵ À la fin des années 90, le débat publié dans le cadre de la revue *Sociologie du travail*, entre Courpasson et Bernoux, reste intéressant et d'actualité en faisant état d'une diversité des arguments autour des notions d'autonomie, de contrainte et de domination dans les organisations.

⁶ On note que cet auteur retient l'intérêt des chercheurs en Sciences de gestion (cf. notamment : Pezet, 2004).

dans son articulation avec les rapports à autrui » (1033) qui comportent notamment « la prescription des modèles de vie ». Nous pouvons redéfinir l'autonomie comme gouvernement de soi dans les situations de travail et dans les nouvelles cultures d'entreprise qui proposent des « modèles de vie au travail » au sein d'organisations se présentant comme « horizontalisées » (vs verticalisées ») et structurées en management de projets (cf. Lapayre, 2009). Ces propositions culturelles et techniques des organisations, souvent instrumentées par des dispositifs numériques, où l'individu serait en situation d'autorégulation et d'autonomie, sont paradoxales. Elles peuvent être en partie source d'émancipation, en allégeant certaines intermédiations hiérarchiques vécues comme pesantes⁷, mais aussi en partie source d'aliénation dès lors que des règles, ne se présentant d'ailleurs pas comme telles, conduisent à des sanctions. Ces sanctions peuvent être implacables (réduction des revenus du travail, pression accrue sur les personnes et les équipes, voire licenciement) lorsque les résultats sont jugés insuffisants dans des formes d'évaluation et d'autoévaluation omniprésentes, « objectivantes » dans l'acception de chiffrées et scorées⁸. Dans ce cas, le comportement autonome, mais inévitablement scorable, prévaut et nous sommes loin des techniques de soi qui permettraient aux individus « d'atteindre un certain état de bonheur ».

On note enfin que l'autonomie peut aussi être étudiée dans de nombreux autres cadres théoriques. Les psychosociologues, depuis Kurt Lewin, proposent de leur côté des échelles de niveaux d'autonomie distinguant notamment les critères suivants : dépendance/contre-dépendance/interdépendance/autonomie. Les chercheurs en sciences de gestion proposent également des évaluations de l'autonomie (Everaere, 2008). La théorie de la Régulation Sociale (TRS) de Jean Daniel Reynaud (1997 et 1999) propose un point de vue intéressant : « Toute société fonctionne à coups de réglages entre les différentes dimensions de la vie sociale, de l'économie, de la politique, de la culture, mais aussi de réglages entre l'intégration et l'exclusion, entre la contribution et la rétribution de chacun » (de Terssac, 2012). L'autonomie serait, de ce point du vue, un des réglages qui pourrait convenir à la fois à une représentation libérale et individualiste des formes organisationnelles, mais aussi à des formes qui relèvent davantage d'expérimentations vers d'autres modèles, par exemple vers une économie sociale et solidaire : AMAP, coopératives, etc.

Notre résumé n'a pas la prétention d'un état de l'art. Nous souhaitons modestement montrer qu'on ne peut comprendre la portée d'une notion à forte actualité sans la replacer dans un cadre théorique plus large et une perspective synchronique (interrelations avec d'autres notions) et diachronique (hétérogenèse et évolutions). La mise en regard que nous privilégions se fait avec la notion d'engagement.

⁷ Des auteurs ont montré que le « contrôle horizontal » est effectué via le contrôle des pairs et la mise en concurrence des salariés entre eux (Berrebi-Hoffmann, 2012).

⁸ Cf. HDR de Bertrand Fauré (2013).

Engagement, théories de l'influence, théories de l'autonomie : mise en oscillation

La notion d'oscillation⁹ est utilisée, dans ce texte, dans l'acception de phénomènes dont l'existence et les effets débordent les tentatives de description ontologique et d'analyse portant sur les situations, agencements et locuteurs qui les caractérisent par ailleurs. Cette notion désigne également une potentialité d'interconnexions non prévisibles. Il en va ainsi des théories de l'autonomie et des théories de l'influence psycho sociale et communicationnelle qui peuvent être définies comme étant en oscillation les unes avec les autres.

La notion d'engagement nous semble être particulièrement sensible pour explorer les passages discrets entre les points de vue de l'autonomie et ceux de l'influence. L'engagement comme rapport à l'organisation-institution ferait défaut, à une période où les causes d'un désenchantement sont nombreuses pour les salariés (licenciements massifs, chômage, blocage des salaires, flexibilité accrue, etc.). L'engagement, défini comme caractéristique d'une trajectoire d'activité persévérante et cohérente¹⁰, serait donc recherché de multiples manières et, notamment, par l'entrée en scène dans les cultures organisationnelles de nouvelles thématiques autour de la responsabilité sociale, de l'engagement environnemental, et plus généralement de l'entreprise et de l'organisation impliquées dans la société. Ce tournant a été pris dans les années 90 (Sainsaulieu, 1992), il se poursuit avec la mise en avant des thématiques environnementales, des relations entre santé et environnement, très présentes dans la communication commerciale, dans la communication institutionnelle.

Les travaux que nous avons consacrés à l'étude des pratiques et théories de l'engagement depuis une quinzaine d'années (Bernard, Courbet & Halimi-Falkowicz, 2010) et à la communication d'action et d'utilité sociétales, sont accompagnés de questions qui concernent directement les organisations.

Pour résumer et illustrer ces travaux, nous faisons référence à l'une des thématiques, celle de l'environnement, associée à une question pratique : comment se fait-il, malgré l'hypothèse du pouvoir d'action des textes et des signes, que les actions peinent à suivre alors que les adhésions autour de cette question sont larges et les thèmes fortement publicisés dans les différents espaces publics et à différentes échelles (internationales, nationales, régionales et locales). On observe en effet que, dans la sphère professionnelle, alors que les discours et les déclarations sont très nombreux, les actions écologiques restent assez périphériques. On note un « verdissement » assez marqué dans les productions langagières mais fortement limité dans les actes. Ce résultat de recherche nous avait conduit, dès le début des années 2000, à nous orienter

⁹ Les théories des oscillations (en particulier liée à l'école d'Andronov, Andronov-Vitt-Khaikin, 1966) mettent l'accent sur l'universalité du phénomène des oscillations qui intervient en physique, biologie, économie, dynamique des populations. L'usage de cette notion en communication des organisations, chez des auteurs comme F. Cooren (2013) notamment, comporte donc une dimension métaphorique.

10 Cf. Becker (1960, 2007).

vers un cadre théorique susceptible d'éclairer différemment la situation et de renouveler la problématisation du changement en actes, le cadre de la communication engageante.

En mobilisant les cadres théoriques issus de la psychologie sociale (Joule et Beauvois, 1998, 2014), nous comprenons mieux comment les engagements ne sont pas seulement le résultat d'adhésion à des idées mais sont aussi le résultat d'actions modestes qui peuvent entraîner les sujets sociaux, presque malgré eux dans nombre de cas, dans un cours d'action qui ne leur était pas familier jusque là. Dans la continuité des travaux de Kurt Lewin (1947), les auteurs montrent notamment combien nous avons intérêt à obtenir des actes de la part de ceux dont nous souhaitons faire évoluer les comportements. Ils montrent également dans leurs travaux, comment « l'acte préparatoire », un petit acte réalisé dans une situation de communication à caractère public, et comportant un petit coût, matériel ou immatériel, symbolique peut produire de grands effets, dans le sens où il inscrit le sujet dans une série d'actes convergents et cohérents avec ce premier petit acte peu coûteux. Autrement dit, de petits actes peuvent nous embarquer plus assurément et plus loin dans le changement en actes que de grandes idées. En soulignant combien l'engagement est issu de conditions externes (les circonstances nous engagent), ces travaux ont une dimension contre intuitive, tellement nos contemporains sont persuadés que seules les idées ou les caractéristiques personnelles (l'engagement comme « état ») engagent (conditions internes). En réalité l'engagement par les idées s'inscrit dans une armature et une tradition culturelle, philosophique idéaliste (vs philosophie dialectique et matérialiste) forte et historiquement ancrée.

Les actes préparatoires, actes souvent banals, qui consistent par exemple à nous rendre à un rendez-vous, à participer à une réunion, à nous inscrire sur des forums et autres micro participations à des dispositifs numériques ont des effets engageants. Ces effets sont renforcés par les processus psycho-cognitifs d'identification de l'action qui montrent comment, inévitablement, nous donnons sens à nos actes (Vallacher & Wegner, 1985). Ainsi, le sujet apparaît davantage comme un sujet rationalisant que comme un sujet rationnel et délibératif (Bernard, 2015).

Ces travaux, dans le champ de la psychologie sociale, sont reliés aux problématiques de la soumission librement consentie11. Ils permettent de mieux comprendre les processus qui font que les sujets sociaux acceptent librement de se soumettre à des situations, des règles et des normes, y compris lorsque celles-ci présentent des contraintes parfois peu agréables ou des caractéristiques peu attrayantes. Ces travaux soulignent les frontières poreuses entre autonomie et influence, en particulier en ce qui concerne les formes d'auto soumission libre.

¹¹ On peut aussi considérer qu'ils complètent d'autres travaux explorant le paradigme des formes de domination (cf. notamment Tixier, 1988 ; Mercure, 2013).

Les cultures organisationnelles contemporaines sont très évolutives dans le sens où la pression, sous des formes indirectes, sur les salariés et les cadres, s'accroît fortement et le culte de l'urgence se propage (Carayol & Bouldoires, 2011). Ce nouveau paysage culturel et managérial pose, une fois de plus, les questions récurrentes et latentes des changements de comportements et d'attitudes. Or, ces cultures s'accommodent peu de l'autorité pour obtenir des résultats. Bien sûr les techniques de persuasion sophistiquées telles qu'elles sont développées dans le marketing et généralisées à de nombreuses activités humaines et notamment au management restent un recours important. Cependant, elles ont aussi elles aussi des limites. La théorie de la soumission librement consentie (Joule & Beauvois, 1998) ouvre des perspectives qui dépassent celles de la servitude volontaire qui portait sur le gouvernement des peuples dans un contexte politique particulier celui de l'Ancien Régime ou de la tyrannie (La Boétie, 1549). Cette théorie souligne combien nous sommes au quotidien les acteurs de notre propre soumission. Les auteurs à l'origine de ce courant de travaux en psychologie sociale étudient ces processus en les regroupant en deux catégories. La première est celle de la visibilité de l'acte avec notamment le facteur de caractère public de l'acte qui rejoint une des définitions de la psychologie sociale comme champ étudiant les effets de la présence imaginaire et réelle de l'autre sur les individus. La deuxième catégorie est celle du contexte de liberté et des raisons de l'acte, les travaux montrant qu'un acte est d'autant plus engageant qu'il est réalisé dans un contexte de liberté. Cette question est contre intuitive pour les organisations qui travaillent plutôt historiquement à définir des cadres de contrainte forte ou relative et non pas à aménager des espaces de liberté. Le paradigme du projet (Gardère, 2012; Piponnier, 2012) déplace ces questions en permettant, de manière plus ou moins maîtrisée, d'ouvrir des espaces où le contexte de liberté se déploie davantage. Cependant, là encore, le paradoxe émerge, il peut s'agir d'une « illusion émancipatrice » : « ces formes d'émancipation se trouvent de l'intérieur menacées par un processus de réification de la pratique que porte en soi tout processus de codification de l'action » (Piponnier, 2009). La question de la réification est centrale pour l'étude de la communication contemporaine des organisations. La réification transforme les sujets en observateurs passifs, « elle repose sur le fait qu'un rapport, une relation entre personnes prend le caractère d'une chose » (Honneth, 2012,110).

Les sujets des organisations sont placés dans des postures contradictoires, d'un côté « observateurs passifs » d'un réel qu'ils se sentent impuissants à transformer, de l'autre sujets autonomes et agissant dans un monde vécu défini comme ouvert, où l'interactivité donne à penser que chacun peut jouer un rôle dans la participation à la vie sociale pour peu qu'il le choisisse et le décide.

La mise en regard entre théories de l'autonomie et théories de l'influence et les oscillations entre les champs de pratiques qui relèvent de ces deux paradigmes permettent de problématiser certains des enjeux contemporains de la communication des organisations. Celle-ci est en quelque sorte saisie dans deux grands plans d'analyse, d'une part l'étude des conditions d'une autonomie des sujets et des structures, et, d'autre part, l'analyse des processus d'influence à l'œuvre dans le monde vécu des organisations. Cette mise en perspective théorique souligne par ailleurs l'importance des approches interdisciplinaires et la pertinence, pour les chercheurs en communication des organisations, à circuler, de manière argumentée, d'un univers conceptuel à l'autre, en essayant d'expliciter et de définir les présupposés et les cadres théoriques qui sont mobilisés. Le chantier de la communication des organisations est ouvert depuis une trentaine d'années en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) et il se poursuit autour d'une capitalisation et d'une épaisseur de travaux qui sont marqués par la pluralité explicitée et débattue des théorisations, des méthodologies, des objets et des pratiques.

BIBLIOGRAPHIE

BECKER H. S. (1960, 2007), « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, Becker, H., mis en ligne le 22 octobre 2007. URL : http://sociologies.revues.org/document642. html.

BERNARD F., COURBET, D. & HALIMI-FALKOWICZ, S. (2010), Expérimentation et communication environnementale : la communication engageante et instituante. In Courbet, D. (dir.), *Communication et Expérimentation*, Paris, Éditions Hermès Lavoisier, 71-113.

BERNARD F. (2014), Imaginaire, participation, engagement et *empowerment*: des notions pour penser la relation entre risques et changements, *Communication et organisation*, n°45, 87-98.

BERNARD F. (2015), Les théories de l'influence en communication : perspectives nord-américaines et françaises. In Letonturier, É., et Valade, B.: Le xxe siècle saisi par la communication : Ruptures et filiations, *Revue Hermès*, N° 71, vol. 2, 45-57.

BERNARD F. (2015), L'acteur en organisation : un sujet social engagé et rationalisant en quête de sens ? Expliciter présupposés et points de vue en communication des organisations. In Parrini-Alemanno, S., (dir.), Communication organisationnelle, management et numérique, Paris, L'Harmattan, 45-59.

BERNOUX P. (1998), Contrainte et domination sans autonomie ni acteurs? *Sociologie du Travail*, Vol. 40, n° 3 (juillet), 393-402.

BERREBI-HOFFMANN, I. (2012), Des mondes du travail sans hiérarchie. In Saussois, J.-M., Les organisations. État des savoirs. Paris, Éd. Sciences humaines, 300-308.

CARAYOL, V., BOULDOIRES, A. (dir), (2011), Discordances des temps. Rythmes temporalités urgences à l'ère de la globalisation de la communication. Pessac, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

CASTORIADIS C. (1975), L'institution imaginaire de la société, Paris, Seuil.

CASTORIADIS C. (1996), La montée de l'insignifiance, Paris, Seuil.

COOREN F. (2013), Manière de faire parler. Interaction et ventriloquie, Lormont, Le Bord de l'eau.

COURPASSON D. (2000), L'action contrainte. Organisations libérales et domination, Paris, PUF.

COUTROT T. (2002), Critique de l'organisation du travail. Paris, La Découverte.

DEJOURS, C. (1999), Violence ou domination? www.comprendre-agir.org/images/fichier-dyn/doc/violence_domination_dejours.pdf

DUMOUCHEL, P. & DUPUY, J.-P. (1983), L'auto-organisation de la physique au politique. Paris, Seuil.

EVERAERE, C. (2008), Proposition d'un outil d'évaluation de l'autonomie dans le travail. *Revue Française de Gestion*, vol. 34/180, 45-59.

FAURÉ, B. (2013). Le langage des chiffres dans les processus d'organisation: communications organisationnelles et performativité, Habilitation à Diriger des Recherches en Sciences de l'information et de la communication, Université Rennes 2, (243 p.).

FOUCAULT, M. (2001), Dits et écrits II, 1976-1988. Paris, Quarto Gallimard.

GARDÈRE E., (2012), Communication organisationnelle et logiques d'acteur en mode projet. Du modèle entrepreneurial à la gouvernance publique. Habilitation à Diriger des Recherches, Université Bordeaux Montaigne, (293 p.).

HELLER, T., HUËT R. & VIDAILLET B. (éds), (2013), Communication & organisation: perspectives critiques. Lille, Septentrion.

HONNETH A. (2011), *La Réification. Petit traité de théorie critique*, traduit de l'allemand par Stéphane Haber, Paris, Gallimard.

JOULE R.-V. & BEAUVOIS J.-L. (2014, nouvelle version), Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens. Grenoble, PUG.

JOULE R.-V. & BEAUVOIS J.-L. (1998). La soumission librement consentie. Paris, PUF.

LA BOÉTIE, E. de (1549). Le discours de la servitude volontaire.

http://classiques.uqac.ca/classiques/la_boetie_etienne_de/discours_de_la_servitude/discours_servitude_volontaire.pdf. version numérique par Claude Ovtcharenko, en collaboration avec la Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi.

LAPAYRE N. (2009), « La Dialectique autonomie / contrôle dans le management par projet », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 40 | 2009, mis en ligne le 01 octobre 2009. URL : http://interventionseconomiques.revues.org/149

MERCURE D. (2013), « Le nouveau modèle de pouvoir et de domination au travail dans le mode de production postfordiste », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Nouveaux rapports de pouvoir et formes actuelles de domination, mis en ligne le 20 février 2013, URL: http://sociologies.revues.org/4227

MORIN E. (2010), « Éloge de la métamorphose », *Le Monde*, 9 janvier 2010. Consultable à l'adresse : http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/01/09/eloge-de-lametamorphose-par-edgar-morin_1289625_3232.html

PEZET, E. (2004), Discipliner et gouverner : influence de deux thèmes foucaldiens en sciences de gestion. Finance, Contrôle, Stratégie, volume 7, n° 3.

PIPONNIER A. (2012), *Une approche sociopragmatique d'un artefact communicationnel*. HDR: Sciences de l'Information et de la Communication. Paris: Université Paris 7 Diderot. 510 p.

PIPONNIER, A. (2009). « L'individu est-il soluble dans le projet ? », Communication & Organisation [En ligne], 36 | 2009, mis en ligne le 14 mars 2011, URL : http://communicationorganisation.revues.org/959

TERSSAC, G. de (2012).« La théorie de la régulation sociale : repères introductifs », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 45 | 2012, mis en ligne le 01 mai 2012, URL : http://interventionseconomiques.revues.org/1476.

SAINSAULIEU, R. (dir.), (1992). L'Entreprise une affaire de société. Paris, Presses de la FNSP.

THÉVENOT, L. (2006). L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement. Paris : La Découverte.

VALLACHER, R. R., & WEGNER, D. M. (1985). A theory of action identification. New Jersey: Lawrence Erlbaum.

VARELA, F. (1989), Autonomie et essai sur le vivant. Paris Seuil.

TIXIER, P.-E. (1988), Légitimité et modes de domination dans les organisations, *Sociologie du Travail*, Vol. 30, n° 4, Patrons, entrepreneurs et dirigeants, 615-629.

Résumé : l'auteure propose une réflexion théorique et une hétérogenèse concernant les théories de l'autonomie et les théories de l'influence sociale. Les cadres interprétatifs mobilisés en communication des organisations croisent fréquemment ces deux cadres théoriques et leurs présupposés. Elle souligne l'actualité de la notion d'engagement en développant la perspective originale de la communication engageante qui montre les relations fortes entre engagement et action.

Mots-clés: autonomie, influence, engagement, institution, auto-institution

Abstract: The author proposes a theoretical reflection about the theories of the autonomy and the theories of the social influence. The interpretative frames mobilized in communication of organizations meet frequently these two theoretical frames and their presuppositions. She underlines the current events of the notion of commitment by developing the original perspective of the committing communication which shows the strong relations between commitment and action.

Keywords: autonomy, influence, commitment, institution, auto-institution.